

# Unification syndicale

Jean-Marie Harribey

26 mai 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/05/26/unification-syndicale>

Parmi les nombreuses raisons des défaites sociales dans notre pays au cours des dernières années figure l'éparpillement syndical. Certes, l'unité de plusieurs confédérations était réalisée pour rejeter hier les réformes des retraites, et l'est encore aujourd'hui pour exiger le retrait du projet de loi « travail ». Mais on voit bien que, d'une part, ces confédérations mettent un certain temps à harmoniser leurs violons (rappelons-nous la première déclaration intersyndicale très hésitante il y a trois mois contre le projet El Khomri), et, d'autre part, que le gouvernement est résolu à casser le mouvement (comme Thatcher l'avait fait en Grande-Bretagne au début des années 1980) en désignant la CGT comme bouc émissaire.

Or, il est peut-être en train de se passer quelque chose dans la rue. Sans même parler des provocations policières bien orchestrées, face à l'obstination du gouvernement, la tension monte et la volonté de gagner se forge et s'enracine. Que nous manque-t-il encore, sur le dossier travail et au-delà, pour faire reculer de manière décisive pouvoir et patronat ?

Il faut lancer un processus instituant pour réaliser dans un proche avenir l'unification de la CGT, de Solidaires et de la FSU, unies dans l'action depuis des années contre les réformes néolibérales, et pourquoi pas, à terme, FO, même si ses motivations sont parfois en décalage avec les trois autres.

Il y a des périodes dans l'histoire où les événements peuvent s'accélérer. Dans les années 1930, la crise et la menace fasciste ont amené à la réunification de la CGT et de la CGTU. Cette réunification donna un élan aux luttes ouvrières qui déboucha sur juin 1936 et les conquêtes du Front populaire. Les parallèles ne sont pas parfaits mais, aujourd'hui, tous les ingrédients sont réunis pour faire un saut qualitatif : une crise interminable, une exaspération sociale grandissante, une arrogance de la classe dominante détestable et une délégitimation totale du pouvoir politique.

Il faut prendre au mot la classification du gouvernement, du patronat et des médias qui leur sont inféodés : il y a, disent-ils, des syndicats « réformistes » qui acceptent toutes les régressions du droit du travail et de la protection sociale d'un côté, et des syndicats de lutte de l'autre. Eh bien oui, l'oligarchie bourgeoise voit juste. Donnons lui raison. Les raisons historiques de la division pendant la première moitié du XXe siècle peuvent être dépassées. Un processus d'unification syndicale prendrait du temps, mais la volonté affichée de le faire aboutir ferait naître un espoir et, parions-le, un engagement nouveau, un moteur pour renverser le rapport de force. Les obstacles idéologiques et les rapports d'influence ou de pouvoir restent nombreux et on ne peut les sous-estimer. Mais les conditions commencent à être réunies pour les surmonter :

- La crise capitaliste frappe tous les secteurs et conduit à un affaiblissement généralisé des conditions de travail et d'emploi. La régression salariale, le chômage et la précarisation frappent les couches les plus pauvres jusqu'aux couches moyennes les plus qualifiées. La plus grande partie de la population (près des deux tiers, selon les sondages d'opinion) comprend maintenant ce que signifie l'atteinte au code du travail.
- Un très grand progrès a été accompli dans la compréhension de la nature de la crise, qui touche au social, à l'écologie, au mode de vie dans la société. Cette prise en

compte se réalise de plus en plus au sein des organisations syndicales (de lutte !). Il s'ensuit qu'est de plus en plus partagée l'idée qu'une transformation sociale ne sera réelle qu'en sortant d'un mode de production dévastateur, et inversement qu'un système productif écologique devra répondre aux exigences sociales, avec la RTT pour jouer un rôle sur les deux plans. Ce qui paraissait comme une jonction impossible naguère devient envisageable aujourd'hui, et il n'y a pas de syndicat « de lutte » qui ne soit pas désormais en recherche sur cette idée, sinon convaincu par elle.

- Enfin, et ce n'est pas sans rappeler avec effroi les années 1930, la menace d'extrême droite se précise partout en Europe. Face à elle, les partis politiques dits de gouvernement, c'est-à-dire de droite dure et de droite, restent impuissants ou pire, reprennent à l'extrême droite ses mots, ses idées et ses projets (du nationalisme à l'identité, de la concurrence à la compétitivité, etc.).

En 2010, alors que nous étions sur le point de subir une défaite à propos des retraites malgré une très forte mobilisation dans laquelle l'« Appel Attac-Copernic »<sup>1</sup> avait joué un grand rôle, là encore parce que les syndicats dits réformistes avaient donné au gouvernement l'appui qui lui était indispensable, l'idée avait germé de lancer dans la foulée de la mobilisation une myriade de collectifs de citoyenneté pour faire émerger un « Front populaire de transformation sociale »<sup>2</sup>. Cela n'avait pas eu de suite, le mouvement social était défait et la légitimité du gouvernement n'avait pas été, hélas, contestée dans la rue.

La situation politique a changé : le gouvernement est aujourd'hui mort politiquement, il ne commande plus qu'à la police et aux pseudo-socialistes qui l'entourent. Nous ne pouvons espérer dans l'immédiat la renaissance d'une gauche véritable totalement balkanisée et sans stratégie d'ensemble.

Mais la marche en avant citoyenne est possible. La rue demande de franchir un cap. Optons pour le rassemblement des organisations syndicales de lutte dans une même confédération.

Lançons maintenant un appel pour cette unification.

Il y a eu Nuit debout. Ce sera Jour debout.

---

<sup>1</sup> <http://www.cgfinances.fr/societe/retraites/article/attac-fondation-copernic-faire> ; <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/retraites/autre-scenario.pdf>

<sup>2</sup> <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/retraites/fp-transfo-sociale.pdf>